



**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE  
DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS**

NOUVELLE-ZÉLANDE

*Révision*

La communication ci-après, datée du 20 août 2017, est distribuée à la demande de la délégation de la Nouvelle-Zélande.

Au titre de l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, et de l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la Nouvelle-Zélande notifie les modifications apportées à sa législation en matière de droits antidumping et compensateurs comme indiqué ci-dessous.

En mai 2017, le Parlement néo-zélandais a adopté la *Loi de 2017 portant modification de la Loi sur le commerce (droits antidumping et compensateurs)* (la Loi portant modification).<sup>1</sup> Elle a apporté un certain nombre de modifications à la *Loi de 1988 sur le commerce (droits antidumping et compensateurs)* (la Loi principale).<sup>2</sup>

Les changements apportés par la Loi portant modification sont les suivants:

- 1) Ajout d'un nouveau critère de l'intérêt général comme mesure supplémentaire dans les enquêtes en matière de dumping ou de subventions (y compris les enquêtes antidumping pour le compte d'un pays tiers) et dans les réexamens complets de droits antidumping ou compensateurs.
- 2) Ajout du pouvoir de reporter l'imposition d'un droit antidumping ou compensateur, de le supprimer, de le suspendre ou de ne pas l'imposer dans une situation de catastrophe naturelle ou d'urgence.
- 3) Prolongation de deux ans et un mois de la suspension actuelle des droits antidumping sur les matériaux destinés à la construction de logements.
- 4) Clarification des procédures pour les enquêtes, les réexamens et l'imposition de droits.
- 5) Introduction d'autres modifications rédactionnelles mineures pour moderniser et simplifier la Loi principale.

<sup>1</sup> <http://www.legislation.govt.nz/act/public/2017/0021/latest/DLM6863006.html>.

<sup>2</sup> <http://www.legislation.govt.nz/act/public/1988/0158/latest/DLM137948.html?src=qs>.

---

**Ajout d'un nouveau critère de l'intérêt général comme mesure supplémentaire dans les enquêtes et les réexamens complets**

Le ministère compétent (actuellement, le Ministère des entreprises, de l'innovation et de l'emploi) appliquera le critère de l'intérêt général si, après achèvement de l'enquête menée, le Ministre compétent (actuellement, le Ministre du commerce et de la protection des consommateurs) a déterminé l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement causant un dommage important à la branche de production nationale. Dans l'application de ce critère, il sera tenu compte des effets de l'imposition de droits au niveau d'une liste de facteurs incluant l'accessibilité financière et la disponibilité des produits pour les consommateurs et les branches de production en aval, ainsi que les résultats financiers de la branche de production nationale.

Le critère contient une présomption en faveur de l'imposition de droits. Si son application fait apparaître que les coûts résultant de l'imposition d'un droit seraient nettement supérieurs aux avantages, le ministère compétent doit renoncer à imposer un droit.

Les fonctionnaires appliqueront aussi le critère de l'intérêt général suite à tout réexamen complet d'un droit actuellement en vigueur.

La disposition relative au critère de l'intérêt général prendra effet le 29 novembre 2017 (six mois après l'adoption de la Loi portant modification).

**Ajout du pouvoir de reporter l'imposition d'un droit, de le supprimer, de le suspendre ou de ne pas l'imposer dans une situation de catastrophe naturelle ou d'urgence**

Le ministre compétent peut suspendre ou supprimer les droits existants, ou reporter l'imposition ou ne pas imposer de nouveaux droits si les utilisateurs du produit concerné ont été grandement affectés par une situation de catastrophe naturelle ou d'urgence.

La définition de l'urgence procède de la *Loi de 2002 relative à la défense civile et à la gestion des urgences*.

**Prolongation de deux ans et un mois de la suspension actuelle des droits antidumping sur les matériaux destinés à la construction de logements**

En 2014, le Parlement a mis en place une suspension temporaire jusqu'au 31 mai 2017 des droits antidumping sur les matériaux destinés à la construction de logements afin d'améliorer l'accessibilité financière du logement.

La Loi portant modification prolonge cette suspension de deux ans et un mois supplémentaires, jusqu'au 30 juin 2019.

**Clarification des procédures pour les enquêtes, les réexamens et l'imposition de droits**

La Loi portant modification clarifie un certain nombre d'articles de la Loi principale, y compris la procédure existante pour les enquêtes, les dispositions en matière d'avis et d'accès aux renseignements, le mode de détermination du taux ou du montant du droit, et certaines dispositions relatives aux réexamens et réévaluations.

Ces clarifications incluent le fait que c'est désormais le Ministre et non plus le ministère compétent qui est chargé de conclure et de déterminer le résultat des réexamens; elles permettent aussi une simplification du processus d'établissement de nouveaux droits pour les nouveaux exportateurs.

**Introduction d'autres modifications rédactionnelles mineures pour moderniser et simplifier la Loi principale**

La Loi portant modification apporte des modifications rédactionnelles mineures à la Loi principale, y compris le changement de nom de la Loi principale, anciennement *Loi de 1988 sur les droits antidumping et compensateurs*, qui devient la *Loi de 1988 sur le commerce (droits antidumping et compensateurs)*, la réorganisation de la Loi principale en différentes parties, l'ajout d'une section sur le but et d'une autre sur l'aperçu général, et la modernisation et la simplification du libellé.

---